

JEUDI 18 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- > **Bientôt un contrôle des capitaux en Grèce ? Et potentiellement en Europe ? (P. Herlin) p.1**
- > **James Turk sur la semaine de tous les dangers (Grèce et Fed) p.2**
- > **Oubliez le « Happy End » – la banque Safra voit un « défaut désordonné » grec comme le résultat le plus probable p.5**
- > **[Défaut en vue !!!] Grèce : la nouvelle stratégie des créanciers (Romaric Godin) p.7**
- > **175 quadrillions de dollars zimbabwéens pour 5 dollars (Mish) p.10**
- > **Comment Waterloo a été perdue (Bill Bonner) p.12**
- > **LA RANÇON DE LA PUSILLANIMITÉ (François Leclerc) p.14**
- > **Crise grecque : la démocratie contre les Traités p.16**
- > **Non la Grèce ne fera pas défaut (Caleb Irri) p.18**
- > **Ce qui attend la Grèce (Cécile Chevré) p.21**
- > **Dans un monde à taux zéro, le rendement attire le pigeon comme l'aimant la limaille de fer p.25**
- > **Le Chef de la Bundesbank dit « Nein » pour bannir le cash !! p.28**
- > **L'euro repart à la hausse, à juste titre (Bruno Bertez) p.31**
- > **« L'écologisme de comptoir...Nutella et Roundup ! » (Charles Sannat) p.33**
- > **Etats-Unis: la Fed moins optimiste pour la croissance et le chômage en 2015 p.36**
- > **L'économie est-elle condamnée à stagner ? p.37**
- > **Les Kayaktivists bloquent Shell à Seattle p.43**
- > **Toujours utile: Comment filtrer et purifier de l'eau en pleine nature p.44**



Bientôt un contrôle des capitaux en Grèce ? Et potentiellement en Europe ?

Philippe Herlin Publié le 18 juin 2015

Comme Chypre au printemps 2013, il faut suivre avec attention ce qui se passe en Grèce, cela nous montrera à quelle sauce nous serons mangés. Suite à la faillite des banques chypriotes, il avait été décidé, dans l'urgence, de ponctionner directement les comptes de plus de 100.000 euros des déposants. Un pur vol, une remise en cause du droit de propriété, mais qu'importe ! Désormais, ce mode de règlement des crises bancaires est devenu très officiellement une directive européenne ([BRRD, Bank Recovery and Resolution Directive](#)) qui sera bientôt en vigueur dans l'ensemble des pays de la zone euro. Chacun est prévenu.

A Chypre, cette spoliation des comptes bancaires s'était évidemment accompagnée de la mise en place d'un strict contrôle des capitaux, de façon à empêcher les épargnants d'y échapper. Il semble qu'un dispositif comparable se mette en place en Grèce.

Dans la perspective d'une sortie de la Grèce de la zone euro, un scénario qui devient de plus en plus probable, il importe d'éviter un effondrement des banques et du circuit financier, aussi bien Athènes que les créanciers auraient tout à y perdre. En effet, devant la perspective de se retrouver avec des drachmes ne valant pas forcément grand-chose, les Grecs videraient leurs comptes pour mettre leurs euros à l'abri, en billets sous leur lit ou dans des banques étrangères. Ce mouvement a d'ailleurs déjà commencé, les retraits et les fuites de capitaux s'accroissent ces dernières semaines, il s'agirait simplement d'y mettre fin.

Le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung a affirmé, lundi, que les créanciers de la Grèce (FMI, BCE et Commission européenne) préparent un plan pour instaurer un contrôle des capitaux dans le pays, car celui-ci n'en dispose pas. Le parlement grec devrait voter une loi à cet effet, ce qui prendrait du temps, et laisserait aux capitaux le temps de partir, d'où la nécessité d'agir dans l'urgence pour ces créanciers afin d'éviter un effondrement complet de l'économie grecque. Il s'agit aussi, pour ces créanciers, de faire pression sur Athènes car ce contrôle des changes pourrait être imposé de l'extérieur si sa mise en œuvre trainait...

Eh bien prenons les paris : il apparaîtra bientôt une directive pour codifier et pouvoir mettre en place rapidement un contrôle des changes dans l'ensemble des pays de la zone euro. Une telle directive s'avère inévitable : celle sur la ponction des comptes bancaires (BRRD) entrera bientôt en vigueur, mais à quoi servira-t-elle si les épargnants peuvent virer leur épargne dans un autre pays, ou faire des retraits massifs en billets ?

De cette façon le contrôle des comptes bancaires serait complet : en cas de crise, en l'espace de 24 ou 48 heures, les retraits en liquide sont limités, les virements à l'étranger interdits, et finalement les comptes sont ponctionnés sans difficulté ni perte. Un scénario parfait pour les grandes banques, Bruxelles et les gouvernements, mais un cauchemar pour les épargnants.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

James Turk sur la semaine de tous les dangers **(Grèce et Fed)**

Paru sur Or-argent.eu 16 juin 2015

Interview de James Turk publiée le 15 juin 2015 sur [KingWorldNews](#) :

« Cette semaine pourrait être folle. La volatilité a déjà démarré mais il y a de bonnes chances que les turbulences s'intensifient au fur et à mesure que les jours passent.

L'événement principal est évidemment la Grèce qui se rapproche inexorablement du défaut sur sa dette de 320 milliards d'euros alors qu'elle vit au jour le jour avec la menace d'un renflouement interne bancaire qui plane au-dessus de sa tête. À cette situation instable, il faut ajouter la réunion de 2 jours du Comité de la Fed qui prendra fin mercredi.

Si la Fed augmente les taux, les USA sont en faillite

J'ai toujours dit que la Fed ne dispose pas de la capacité d'augmenter les taux car le gouvernement américain est incapable de payer un taux juste. Il a trop de dettes et ses déficits sont trop importants.

M. Bernanke disait à qui voulait l'entendre que les taux remontreraient lorsque le chômage tomberait en dessous de 6,5 %. Cela fait pourtant longtemps que ce seuil a été dépassé. Vous vous rappelez qu'il y a quelques mois seulement, la Fed disait qu'il fallait s'attendre à une remontée des taux en juin.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus que d'une infime possibilité, le consensus affirmant aujourd'hui que les taux ne remonteront pas avant la fin de l'année. La Fed a donc perdu toute crédibilité, ce qui est le risque majeur d'aujourd'hui.

Dans le but de restaurer sa crédibilité, la Fed pourrait relever les taux cette semaine. Si elle le fait, ce sera de façon anecdotique peut-être de 25 points de base. Mais même une telle hausse ferait dérailler le train car il y a trop de dette dans le système.

La Grèce sur le point d'être débranchée

Après le communiqué de la Fed de mercredi, les ministres des Finances européens se rencontrent le lendemain. Il y a de bonnes chances pour que la Grèce soit finalement débranchée. Je suis de très près la situation car il s'agit d'un terrain miné prêt à exploser à tout moment. Lorsque cela arrivera, les conséquences politiques pourraient faire imploser l'euro et peut-être la BCE elle-même car son exposition à la Grèce est trop importante par rapport à sa base de capital.

Le problème c'est que les décisions financières de la BCE sont dictées par des motifs politiques. Les politiques tentent de faire croire que la BCE peut continuer de créer de l'argent afin de fournir une bouée de sauvetage à la Grèce. Cette conception erronée n'est pas sans conséquences et la réalité est sur le point de faire son retour avec fracas.

Car quelle position est la plus conforme avec la réalité ? Celle de la Grèce ou de la troïka ? Je pense que c'est la Grèce qui a la main.

La Grèce continue de générer des rentrées fiscales malgré son économie affaiblie. Cependant, la Grèce n'est aujourd'hui plus en mesure de payer ses promesses sociales tout en remboursant sa dette.

Les créiteurs du pays ont refusé d'effacer une partie de la dette ce qui était pourtant la base de négociations de la Grèce avec la troïka. Celle-ci refuse un effacement partiel de la dette car s'il était octroyé à la Grèce, tous les pays aux politiques socialistes d'Europe demanderaient la même chose ce qui représente plus de la moitié des nations de l'UE.

La Grèce peut s'en sortir seule. Ce ne sera pas facile mais c'est possible. Et ce sera beaucoup plus simple sans le fardeau des 320 milliards de dette qui pèse sur ses épaules. La Grèce peut faire purement et simplement défaut comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises au cours de son histoire et bien d'autres pays. La Grèce serait dans l'incapacité d'emprunter pendant plusieurs années mais elle éviterait probablement de commettre à nouveau l'erreur.

La Grèce se prépare au défaut

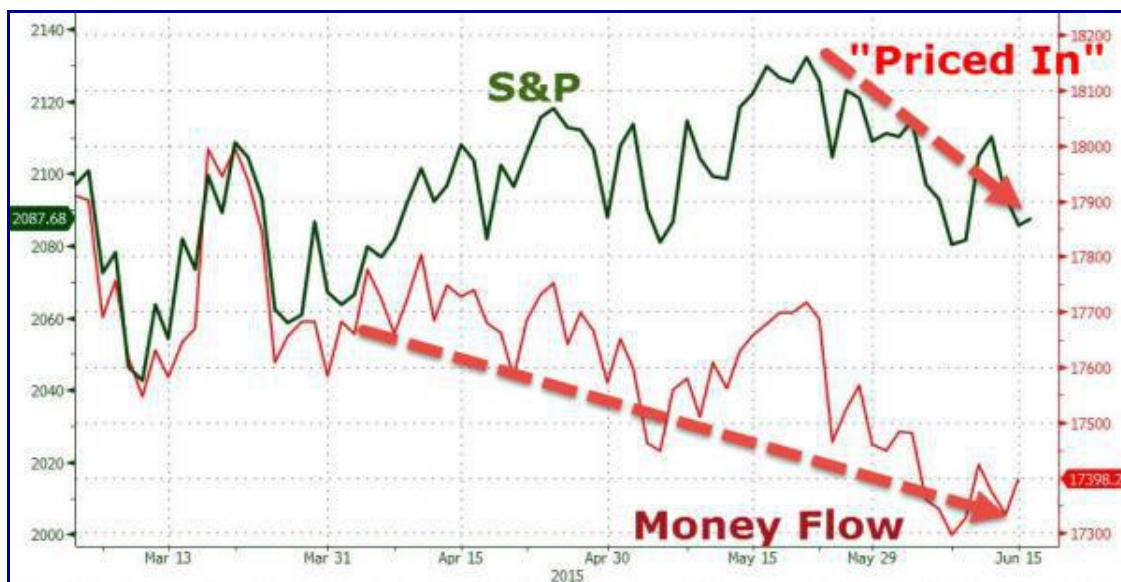
Il est intéressant de constater que la Grèce est clairement en train de se préparer au défaut. Le gouvernement d'Athènes a demandé à toutes les collectivités locales de transférer leur argent à la banque centrale. On a affirmé que l'objectif du gouvernement était de faire main basse sur leur argent mais c'est incorrect.

Cette mesure a été prise pour empêcher la BCE de confisquer cet argent lorsqu'un renflouement interne (bail in) des banques grecques aura lieu. Autrement dit, au cours d'un « bail-in » la BCE confisque les euros déposés dans les banques privées mais pas ceux qui sont à la banque centrale. En transférant les dépôts en euros vers la banque centrale, la Grèce met donc cet

argent à l'abri de la BCE. Il s'agit d'une autre preuve que c'est la Grèce et pas la troïka qui a la main. »

Oubliez le « Happy End » – la banque Safra voit un « défaut désordonné » grec comme le résultat le plus probable

Blog de la résistance et ZeroHedge 17 juin 2015



Avec le S & P 500 à 2% des niveaux records, nous sommes sûrs que les présentateurs TV proclameront que « toutes les actions Grèce sont pricées » mais comme un économiste en chef de la Banque Safra, Karsten Junius avertit, oubliez les fins heureuses, le « défaut désordonné » est maintenant l'issue la plus probable pour la Grèce.

Parmi les **cinq scénarios** qui pourraient jouer pour la Grèce, une fin heureuse est la moins probable, écrit Karsten Junius, économiste en chef à la Banque Sarasin J Safra, dans une note au client.

1) défaut désordonné: 35% la probabilité

La Grèce fait défaut , mais paie les obligations arrivant à échéance et les prêts uniquement sur la base de ses possibilité de trésorerie ; les créanciers auraient intérêt à poursuivre les négociations pour éviter une perte totale. Les contrôles de capitaux seraient nécessaires pour maintenir la Grèce dans l'euro

2) défaut de paiement ordonné, restant dans l' euro : 25%

Défaut Grec , avec perspective de nouvelles négociations avec les créanciers, qui veulent qu'une partie de la dette serve en échange d'une aide qui permettrait à la République hellénique de garder l'euro. Les contrôles de capitaux seraient probables ; La Grèce pourrait avoir à émettre des reconnaissances de dette pour certains paiements domestiques

3) Solution provisoire: 20%

L'Eurogroupe offre un prêt relais, ce qui empêche la Grèce de faire défaut sur ses dettes cet été

4) « Sticky-end » ou défaut ordonné, avec sortie de l'euro : 15%

La Grèce rompt nettement avec les créanciers, et s'embarque dans sa propre politique monétaire

5) Happy Ending , fin heureuse : 5%

La Grèce convient d'un programme d'ajustement MT, ce qui lui permet de revenir sur une trajectoire de croissance forte

* * *

Parce que pendant que les flux signalent de l'anxiété, le prix fait tout sauf inclure (pricer) cela ...



<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-16/forget-happy-endings-safrasees-greek-disorderly-default-most-likely> – resistanceauthentique

[Défaut en vue !!!] Grèce : la nouvelle stratégie des créanciers

Blog d'Olivier Berruyer Source : Romaric Godin, pour La Tribune, le 16 juin 2015.

La crétinerie infinie de nos dirigeants me décourage de commenter plus avant...

[Olivier Berruyer]



Les créanciers voudraient imposer un contrôle des capitaux et des limitations de retraites aux guichets.

Selon la Süddeutsche Zeitung, les créanciers prépareraient un plan “à la chypriote” pour la Grèce en cas de défaut. Un moyen de faire pression sur le gouvernement hellénique qui demeure risqué.

Désormais, tout se passe comme si les créanciers de la Grèce jouaient une nouvelle partie : celle qui se jouera après le défaut d'Athènes vis-à-vis de ses engagements envers le FMI. Dimanche 14 juin, il n'y a eu aucune discussion. Selon des sources grecques proches du gouvernement, les négociateurs grecs se sont retrouvés à Bruxelles face à une équipe de techniciens « *n'ayant aucun mandat pour négocier.* » Et de fait, durant ce court rendez-vous de 45 minutes, toutes les nouvelles concessions grecques et non des moindres (notamment l'acceptation de l'objectif d'excédent primaire de 1 % du PIB pour cette année) ont été repoussées. Les exigences – toutes les exigences – des créanciers étaient à accepter en bloc. Ou à refuser. Autrement dit, les créanciers ne cherchent plus réellement à trouver un accord. Ils jouent désormais le coup d'après, celui qui suivra le défaut du 30 juin.

Stratégie européenne pour l'après-défaut

Leur stratégie a été en partie révélée par un [article de la Süddeutsche Zeitung](#) (SZ) de ce mardi. Ce dernier dévoile la stratégie mise au point par les

dirigeants de l'Eurozone après le défaut. Selon la SZ, les chefs de gouvernement se retrouveraient dans une réunion d'urgence. Ils demanderaient à Athènes d'imposer un contrôle des capitaux et des limitations aux retraits des guichets bancaires au cours d'un week-end. Les banques devraient alors rester fermées quelques jours. Si le gouvernement grec refuse de faire passer une loi spéciale – nécessaire pour la réalisation de ce plan -, le système financier grec sera « isolé » de l'Eurosystème. Autrement dit, on coupera l'accès à la liquidité d'urgence (programme ELA) des banques grecques.

Renouveler Chypre

La SZ ne donne pas la finalité de ce plan. En réalité, elle est assez claire, c'est un scénario à la chypriote que les Européens promettent à la Grèce. Comme à Chypre, ce contrôle des capitaux permettra de faire payer la faillite des banques grecques par les déposants de plus de 100.000 euros (il existe une garantie européenne sur les dépôts jusqu'à cette somme). Comme à Chypre, cette solution s'accompagnerait d'un nouveau tour de vis budgétaire. C'est une position qui est défendue depuis quelques semaines par la banque centrale allemande, la Bundesbank. Cette dernière a fait du cas chypriote – où Nicosie avait dû céder à la menace d'une coupure de l'ELA -, un modèle du genre.

Pressions sur Athènes

Le but est fort clair : une telle procédure rendra extrêmement impopulaire le gouvernement d'Alexis Tsipras. L'objectif des dirigeants de la zone euro reste donc le même : renverser ce gouvernement, coûte que coûte. Et obtenir un gouvernement obéissant tout en évitant le Grexit. Du reste, cette information – qui n'a été ni démentie, ni confirmée par le gouvernement allemand, ce qui revient à la confirmer – risque de provoquer une panique sur les dépôts puisque les Grecs connaissent parfaitement le précédent chypriote de mars 2013. Là encore, c'est un moyen de pression sur le gouvernement grec pour qu'il capitule avant le 30 juin.

Pari risqué

Cependant, le pari est risqué. Si les Grecs sont confrontés au choix de voir

leur épargne confisquée pour renflouer les banques ou dissoute par une dépréciation d'une nouvelle monnaie, que choisiront-ils ? En réalité, la crainte de voir son épargne dissoute est un des derniers liens qui accrochent les Grecs à l'euro. Une fois disparu, le Grexit pourrait apparaître comme un moindre mal. Le plan européen pourrait alors avoir l'effet inverse de celui annoncé : renforcer la confiance dans le gouvernement sur le thème de la dignité outragée des Grecs. Sans doute les créanciers se laissent-ils trop bercer d'illusions par les sondages qui affirment que trois-quarts de Grecs veulent conserver l'euro « à tout prix. » Lorsque la facture sera présentée et dépassera les retraites et la TVA, le sentiment pourrait changer. Du reste, le contrôle des capitaux peut être utilisé pour une autre fin, celle du Grexit ou de l'introduction d'une monnaie parallèle. Dans ce cas, les Européens auraient ouvert les portes du Grexit.

Problèmes juridiques

Ce plan pose également des problèmes juridiques. Il utilise le programme ELA, qui relève de la politique monétaire de la BCE, comme moyen de pression. Or, la BCE est en théorie indépendante. Lundi 15 juin, devant le parlement européen, son président, Mario Draghi, a martelé qu'il ne prendrait pas de « *décision politique*. » Evidemment, on peut considérer que le défaut grec mènera à la faillite des banques. Mais, dans ce cas, ce ne peut être qu'après le « défaut officiel » envers le FMI, donc après le 30 juillet. Et si la rupture de l'ELA est présentée dans le cadre d'un plan global imposé par les créanciers, cela poserait le problème de l'indépendance de la BCE. Du reste, les Grecs préparent la riposte : selon [le quotidien britannique Daily Telegraph](#), citant des sources proches de Syriza, Athènes pourrait déposer une plainte auprès de la Cour de Justice de l'UE pour une « *rupture des traités* » de la part des institutions européennes.

Confrontation directe

Ce qui est certain, c'est que le défaut du 30 juin ne fait plus aucun doute désormais. Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances, a indiqué qu'il n'y aurait pas de nouvelle liste de réformes présentée par les Grecs lors de la réunion de l'Eurogroupe jeudi 18 juin. Chacun pense donc à l'après-défaut. Et tente de faire peur à l'autre camp. Progressivement, c'est une confrontation directe qui semble se mettre en place.

Source : Romaric Godin, pour [La Tribune](#), le 16 juin 2015.

175 quadrillions de dollars zimbabwéens pour 5 dollars



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 17 juin 2015

A tous les comptes bancaires du pays, le gouvernement du Zimbabwe imposera un taux de change forcé à hauteur de 175 quadrillions de dollars zimbabwéens pour 5 dollars américains.

Le dollar national sera bientôt retiré de la circulation, dans le cadre de la formalisation d'un système multidevise introduit en 2009 dans l'objectif de contenir l'inflation et de stabiliser l'économie.

La banque centrale offrira 5 dollars pour 175 quadrillions, ou 175.000 trillions, de dollars zimbabwéens, a décrété le gouverneur de la banque centrale, John Mangudya, dans un email envoyé depuis la capitale du pays, Harare. Bien que sa déclaration marque la disparition officielle de la devise nationale, le dollar américain et le rand sud-africain sont les devises les plus utilisées dans le pays depuis déjà six ans.

L'économie a plongé dans la crise suite à la campagne gouvernementale de 2000 qui prônait la saisie, par la force, des fermes commerciales appartenant aux Blancs pour les redistribuer aux agriculteurs de subsistance Noirs, une décision qui a entraîné une chute brutale des exportations de tabac et d'autres produits agricoles. L'inflation est passée à 500 milliards de pourcent, et l'économie a fortement ralenti après une récession longue de près d'une décennie, qui a pris fin en 2009. Sous les politiques mises en place par le gouvernement de la coalition, l'économie a recommencé à croître, et la reconnaissance de devises étrangères comme changes légaux a favorisé l'apaisement de l'inflation. Les prix à la consommation ont perdu 2,7% sur un an au mois d'avril, selon le bureau national des statistiques.

Les Zimbabwéens pourront convertir leurs dollars locaux du 15 juin

au 30 septembre auprès des banques commerciales du pays et des agences postales, a déclaré Mangudya.

Les épargnants du pays qui disposent de dollars zimbabwéens sur leur compte en banque recevront 5 dollars américains pour 175 quadrillions de dollars zimbabwéens. Ils pourront aussi convertir leur argent liquide sans qu'on leur pose aucune question à hauteur de un dollar pour 250 trillions de dollars zimbabwéens imprimés avant 2009.

Coupure de 100 trillions de dollars zimbabwéens



Au taux de 175.000 trillions pour 5 dollars, 100 trillions de dollars zimbabwéens (le plus gros billet du pays) ne valent que 0,285 dollar américain, soit un peu plus d'un quart de penny.

L'encre et le papier qui le composent valent certainement plus que sa valeur nominale.

Voilà à quoi ressemble l'hyperinflation.

Les plus fous ne cessent depuis des années de prédire des événements similaires aux Etats-Unis.

Comment Waterloo a été perdue

18 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Aujourd'hui, jour anniversaire de Waterloo, nous ne célébrons pas la guerre. Seul un idiot fêterait une chose aussi horrible. Mais nous nous inclinons devant la glorieuse imbécillité de tout cela. La guerre est épouvantable, beaucoup de bruit pour rien par de nombreux aspects, mais c'est également une entreprise magnifique. Elle engage le coeur et l'esprit et expose à la fois le génie de notre espèce et son incroyable stupidité.

Nous parlons de vraie guerre. Pas de guerre bidon contre des ennemis ne posant aucune réelle menace. Les guerres factices permettent à l'industrie militaire de faire de vrais gains, mais n'offrent qu'un ersatz de gloire aux guerriers. Les vrais soldats n'en tirent aucune fierté. Pour les vrais héros, elles sont une source de honte et d'embarras.

Les guerres ne sont pas menées pour Libérer la Terre Sainte. Ou Rendre le Monde plus Sûr pour la Démocratie. Ou Débarrasser le Monde des Tyrans. Ou Lutter contre le Terrorisme. Ce ne sont là que des prétextes pour couvrir le reste — des slogans pour que le public offre ses trésors... et ses enfants.

Les guerres sont menées pour libérer l'esprit de combat — ce fantôme de nombreux millénaires passés à se battre pour survivre

Les guerres sont menées pour libérer l'esprit de combat — ce fantôme de nombreux millénaires passés à se battre pour survivre.

▪ **Tout avait pourtant bien commencé...**

C'est donc ainsi qu'il y a 200 ans, l'un des plus grands génies militaires de tous les temps — Napoléon Bonaparte — s'est trouvé confronté à deux puissantes armées : les Anglais, menés par le duc de Wellington, et les Prussiens, menés par Gebhard von Blücher. Napoléon avait été chassé de France puis était revenu. Les vétérans se rallièrent à sa cause et il se retrouva bientôt avec une armée de 300 000 soldats expérimentés. Agissant rapidement, il avait mis ses forces dans sa position centrale favorite entre Wellington et Blücher.

D'abord, le 17 juin 1815, il attaqua les Prussiens et les repoussa. Ensuite, il se tourna contre Wellington qui avait placé son armée sur un léger monticule, à Waterloo.

Napoléon savait comment planifier et exécuter une campagne. Il était là où il souhaitait être, avec ses meilleurs commandants de chaque côté : le maréchal

Grouchy à sa droite et le maréchal Ney à sa gauche.

Napoléon devait briser la ligne anglaise avant que les Prussiens n'arrivent derrière lui Mais il avait deux éléments contre lui. Les Prussiens avaient été battus mais pas détruits. Ils se regroupèrent rapidement et marchèrent vers Waterloo. Et il pleuvait. Les sols détremés favorisent toujours les défenseurs. Les attaquants s'épuisent dans la boue. Wellington n'avait qu'à tenir sa position. Napoléon devait briser la ligne anglaise avant que les Prussiens n'arrivent derrière lui.

Le décor était donc planté, le 18 juin, pour l'un des affrontements les plus extravagants de l'histoire militaire.

▪ **Brave parmi les braves**

La bataille commença à la fin de la matinée — personne ne sait quand exactement. Rapidement, le désordre se répandit, personne ne sachant avec certitude ce qui se passait. Napoléon sous-estima un point crucial : l'approche rapide des Prussiens, dont il pensait qu'il leur faudrait deux jours pour se remettre en ordre de bataille après leur défaite du 17.

Pour gagner, les Français devaient déloger Wellington de son promontoire. Ils menèrent plusieurs attaques. Et à chaque fois, ils échouèrent. Les Anglais — avec un grand nombre d'Irlandais, d'Écossais et d'Allemands — tenaient bon.

Les Scots Greys, les Gordon Highlanders, les Inniskillings irlandais — tous se battirent mieux que Bonaparte et Wellington s'y attendaient.

Mais le "brave des braves" était du côté français — le maréchal Ney, dont nous avons vu la statue il y a quelques jours. A cette occasion, nous nous sommes demandé : quelle sorte de gens exécutent un homme pour trahison puis honorent sa mémoire avec une statue à son image dans leur capitale ?

Ney était un héros parmi les héros, un homme dont la carrière militaire était d'un tel éclat... défiait tellement la loi des probabilités... qu'il était difficile de croire qu'il avait vraiment existé. Il était tout ce que ne sont pas nos gros lards de militaires modernes : c'était l'esprit du combat fait homme.

On aurait pu penser que rien ne résisterait au choc de cette terrible masse mouvante

▪ **Cuirassiers et défaite**

Jusqu'à 12 attaques séparées avaient été lancées contre les lignes britanniques. Ney, menant la charge personnellement, avait vu cinq chevaux

fusillés sous lui. Un soldat de l'infanterie britannique se rappelle ce à quoi ressemblait son avancée :

"A quatre heures de l'après-midi environ, l'artillerie ennemie devant nous cessa soudain de tirer, et nous vîmes de vastes masses de cavalerie avancer : pas un homme présent ayant survécu n'aurait pu oublier par la suite l'effroyable grandeur de cette charge. L'on découvrait au loin ce qui semblait une longue ligne mouvante qui, en avançant, étincelait comme la vague orageuse de la mer sous le soleil. Ils avancèrent jusqu'à être assez près, tandis que la terre elle-même semblait résonner sous le tonnerre de l'armée à cheval. On aurait pu penser que rien ne résisterait au choc de cette terrible masse mouvante. Il s'agissait des fameux cuirassiers, quasiment tous de vieux soldats qui s'étaient distingués sur la majeure partie des champs de bataille d'Europe. En un temps incroyablement court, ils étaient à vingt pas de nous, criant, 'Vive l'Empereur !'. L'ordre de se préparer à recevoir la cavalerie avait été donné ; chaque homme du premier rang s'agenouilla, un mur hérissé d'acier, tenu par des mains fermes, se présenta aux cuirassiers furieux".

— Capitaine Rees Howell Gronow, des Foot Guards

Mais même le maréchal Ney ne parvint pas à briser les carrés défensifs de Wellington. Puis Blücher arriva et Napoléon fut battu. Sa "position centrale" devint un piège, où il fut écrasé par les Prussiens contre l'enclume britannique.

A suivre...

LA RANÇON DE LA PUSILLANIMITÉ

par François Leclerc, blog de Paul Jorion 18 juin 2015

Les plus hautes autorités européennes offrent un étonnant spectacle à l'approche d'une nouvelle réunion de la dernière chance avec leurs débiteurs grecs. Jeroen Dijsselbloem, qui préside l'Eurogroupe dont la prochaine réunion se tiendra demain jeudi, en est à déclarer que celui-ci « reste ouvert aux propositions grecques », ce qui doit s'interpréter comme un appel à propositions pour sortir de l'impasse, faute d'en disposer soi-même.

Pour Michel Sapin, qui appelle ceux qui discutent avec le gouvernement grec à « prendre leurs responsabilités », le ton est alarmiste car « aucun d'entre nous (...) ne peut se résoudre à un échec qui serait gravissime pour la Grèce, mais aussi extrêmement grave pour le projet européen ». Mais cela ne le conduit pas à proposer une ouverture. Martin Jäger, le porte-parole de Wolfgang Schäuble, propose quant à lui de « faire un pas en avant », mais il ne précise pas ce que pourraient être les « attentes réalistes » dont il se prévaut et qui débloqueraient la situation.

Un constat s'impose : les dirigeants européens se sont enfermés dans la cage qu'ils ont eux-même construite et dont le FMI a fermé la porte. Ils se sont empêtrés dans leurs propres contradictions. Les Grecs avaient pourtant prévenu qu'ils avaient des *lignes rouges* – qu'ils ont même accepté de grignoter – et ils n'ont pas varié depuis. Symboliquement, Alexis Tsipras va rencontrer Vladimir Poutine à Moscou pour discuter business pendant que va se tenir à Luxembourg une réunion de plus pour rien.

On en finirait par presque s'apitoyer sur le sort de ces ministres des pays de la zone euro et hauts responsables européens ou du FMI, qui multiplient les réunions, ne savent plus à quel saint se vouer, et qui se raccrochent à des solutions qui accentueraient le désastre qu'ils ont créé en Grèce. Et qui, devant le refus de leurs victimes de poser la tête sur le billot, se retrouvent tout démunis. Désarçonnés par ces dirigeants grecs qui ne jouent pas leur jeu et s'en tiennent mordicus à leur mandat. Habités par la hantise de devoir négocier une restructuration de dette résultant des largesses dont ils ont fait bénéficier les banques européennes. Confrontés à une situation imprévue et politiquement déstabilisante, qui pourrait même faire voler en éclat le carcan budgétaire européen qu'ils ont adopté par ricochet.

Qui aurait pu penser que les Grecs parviendraient à force d'opiniâtreté à un tel résultat ? Ce que ni Matteo Renzi ni François Hollande ne se seront résolus à affronter, préférant biaiser et les abandonnant au passage, les dirigeants grecs l'ont fait. Quel peut dorénavant être le coup d'après ? Une situation entre deux eaux où le défaut de remboursement du FMI devenu inévitable n'aboutirait pas à une sortie de l'euro, mais comment et pour combien de temps ? L'adoption péniblement accordée d'une nouvelle rallonge au *plan de sauvetage* en cours, mais pour quoi faire à l'arrivée ? Un lamentable projet de renforcement de la zone euro, dont le principal souci est

de ne pas imposer de retourner devant les électeurs, a été rédigé par les présidents du Conseil européen, de la Commission, de la BCE et de l'Eurogroupe, dans la perspective du Conseil européen des 25 et 26 juin prochains. Il est à l'image des négociations avec la Grèce qui sont en train d'échouer, illustrant leur pusillanimité. Il faut que ce soit l'OCDE qui appelle dans une étude à réformer le secteur financier afin d'encourager la croissance et de faire face au développement des inégalités. Mettant le doigt sur ce phénomène essentiel qui est si soigneusement tu, observant que « une poursuite de l'expansion [du crédit] aura plus de chances de ralentir la croissance que de l'encourager », sans toutefois en tirer toutes les conséquences.

Crise grecque : la démocratie contre les Traités

par Jean-Michel Naulot Blog de Paul Jorion 17 juin 2015

Aléxis Tsipras refuse de diminuer les retraites, de réduire les salaires, d'augmenter la TVA... *Aurait-il l'idée saugrenue d'appliquer le programme sur lequel il a été élu ?* Il semble que oui! On avait perdu l'habitude en Europe ! Les appels venus de Berlin, de Bruxelles et du FMI sont donc restés sans effet. Aléxis Tsipras tient bon.

L'euro connaît ainsi sa nième crise. L'histoire de l'euro n'est qu'une succession de crises ! Comment en serait-il autrement ? La zone euro est la seule région du monde où l'on s'acharne à maintenir des parités monétaires fixes entre Etats souverains, de surcroît tous très différents les uns des autres. Partout, la mondialisation s'est accompagnée de la flexibilité des parités monétaires. Le résultat pour la zone euro, c'est une croissance inférieure à celle des Etats-Unis, des inégalités régionales insupportables et des tensions intra-européennes qui s'exacerbent.

Certes, l'euro ne doit pas être le bouc émissaire de nos propres erreurs. Le peuple grec a bien entendu sa part de responsabilité dans la crise actuelle. Mais, il est non moins évident que si la Grèce n'avait pas appartenu à la zone euro la crise aurait été de moindre ampleur. La politique de taux unique de la BCE des années 2000 convenait à l'Allemagne qui devait financer sa réunification, elle ne convenait pas aux pays d'Europe du sud. Quant aux mesures imposées avec obstination par la Troïka depuis cinq ans, elles ont

conduit à la destruction du quart de la richesse nationale. Un vrai désastre. Au minimum, les responsabilités sont donc partagées. Cela aurait du conduire les dirigeants européens à un peu d'humilité dans les négociations en cours.

Au lieu de cela, au lieu de tirer les leçons des échecs récents et de prendre acte du vote du peuple grec, les dirigeants européens ont continué à s'arc-bouter sur une lecture intégriste des « règles » de la zone euro, chères à Angela Merkel. Comme si rien ne s'était passé ! Pour se redresser, l'économie grecque n'a pas besoin de nouveaux emprunts. Elle a au contraire besoin d'un allègement de la dette, c'est-à-dire d'une renonciation partielle de la part des créanciers. Pour retrouver sa compétitivité, l'économie grecque n'a pas non plus besoin d'un nouveau plan d'austérité. Elle a besoin d'une dévaluation monétaire. Ces constats ne sont pas révolutionnaires. Ils sont ceux d'économistes et de politiques de tous bords, de gauche, de droite ou du centre ! Valéry Giscard d'Estaing lui-même a suggéré que l'on propose à la Grèce une sortie amicale de l'euro. Si l'Eurogroupe proposait demain 1/ un abandon de créances de moitié, 2/ une sortie concertée de l'euro, 3/ l'application du programme de réformes proposées par Alexis Tsipras lors des dernières séances de négociation, il ne fait aucun doute que la Grèce pourrait renouer rapidement avec le « miracle grec ».

Il reste encore quelques jours pour se décider à regarder les réalités en face, sortir de l'idéologie, laisser de côté un Mémoire qui a échoué et explorer ces pistes. Y a-t-il un dirigeant européen qui ait assez de force de caractère pour s'exprimer dans ce sens ? C'est malheureusement assez improbable. En cas d'échec, viendra l'heure des comptes. Il faudra expliquer aux citoyens français comment la France a pu prêter à perte plus de 60 milliards d'euros en cinq ans (part de la France dans les prêts bilatéraux, les financements du FESF, ceux de la BCE, les soldes Target2). Une dette qui n'est même pas comptabilisée dans la dette publique ! 60 milliards, c'est un montant proche de l'impôt annuel sur le revenu, près de 100 fois le montant de la récente réforme des allocations familiales. Non seulement l'euro fonctionne mal mais il coûte cher. La démocratie exige là aussi que les citoyens aient leur mot à dire pour tirer les leçons de cette expérience désastreuse.

Si, après tant d'échecs et de promesses non tenues, les citoyens de la zone euro revendiquent à nouveau plus de démocratie, ce sont les Traités qui devront évoluer. Il faut que l'on cesse, comme on le fait depuis au moins une

dizaine d'années, d'ajuster la vie démocratique sur les Traités. C'est l'inverse qui doit se produire. Les traités ne sont pas immuables. Au cours des années 1920, les pays vainqueurs auraient été bien avisés de revoir les réparations financières imposées par le Traité de Versailles... Sans révision des Traités, la crise politique qui traverse à peu près tous les pays d'Europe ne fera que s'aggraver avec des conséquences incalculables.

Non la Grèce ne fera pas défaut

par Caleb Irri , Blog de Paul Jorion , 17 juin 2015

Nos bons dirigeants s'amuse à se faire peur, et nos médias font tout pour que celle-ci nous submerge, avec les menaces d'un chaos sans précédent : la Grèce va-t-elle faire défaut ? Va-t-elle sortir de l'Europe ? Derrière ces questions se cache un chantage que l'on peut résumer en trois propositions :

(1)-Soit l'Allemagne accepte les propositions grecques et l'Europe renfloue ses caisses en évitant l'effondrement total du pays. Cela demandera de grands efforts aux citoyens européens qui n'auront qu'à se faire voir « chez les Grecs », les responsables désignés de tous nos maux économiques.

(2)-Soit elle ne les accepte pas et pousse ainsi la Grèce au défaut de paiement, avec les conséquences qui vont avec : perte de 160 milliards d'euros, risque d'effondrement des banques et d'éclatement de l'Euro, puis de l'Europe.

(3)-Soit l'Allemagne se désolidarise de tout ça et c'est elle qui sort de l'Europe, peut-être pour former un groupe avec les Etats les plus riches ?

Une fois que l'Allemagne se sera positionnée, la Grèce devra elle aussi prendre ses responsabilités : si la proposition (1) est acceptée, alors on attendra le risque de défaut suivant ; si la proposition (2) est retenue la Grèce peut alors décider de sortir avec pertes et fracas... ou de rester ! Si elle sort le « danger » pour l'Europe est qu'elle réussisse mieux « dehors » que « dedans » (avec les conséquences que cela implique pour les autres pays en difficulté), et si elle reste elle emmerdera bien tout le monde aussi : je ne paye pas mais je reste, comme un signal envoyé aux autres « mauvais payeurs » ; la proposition (3) pouvant être corrélée à la deuxième, suivant ce que déciderait la Grèce... Car alors à partir d'un certain seuil il vaudrait peut-être mieux pour l'Allemagne sortir plutôt que de payer à chaque fois pour

maintenir une apparence de solidité au sein d'une Europe noyée sous les dettes.

C'est dans ces conditions que le sort de la France se trouverait ensuite engagé : suivrait-elle l'Allemagne ou choisirait-elle une autre voie ? Comme le pays est à la croisée des chemins, le débat serait délicat, bien qu'a priori la précipitation du gouvernement français à faire passer les lois Macron, ou celles sur le renseignement, le terrorisme, etc... montre à quel point il se prépare aux ennuis, et ce indépendamment de l'option choisie.

Quoi qu'il en soit, je doute que les citoyens apprécient l'une ou l'autre de ces solutions, car il apparaît que dans tous les cas il faudra, d'une manière ou d'une autre, rembourser ces milliards perdus (je sais c'est injuste mais ils nous referont le coup du « too big to fail »), ou bien renforcer l'austérité si l'on doit encore mettre la main au portefeuille pour continuer de maintenir la Grèce dans l'Europe... pour peut-être in fine voir notre monnaie s'effondrer brutalement pour compenser ou une sortie d'un autre pays, ou même une sortie de l'Allemagne (avec ou sans nous d'ailleurs) ?

Mais tout cela n'est pas sérieux : il y aura un accord (de dernière minute bien sûr), et un délai, puis un accord, encore un délai... car si on y réfléchit bien, il n'y a pas trente-six solutions : à part la Grèce qui rechigne elle-même à le faire, personne ne serait assez stupide pour prendre le risque d'un éclatement de l'Europe. Le FMI le signale clairement d'ailleurs : il faut trouver une solution. Car pour éviter une bipolarisation extrême des propositions politiques lors des prochaines élections (avec un avantage certain pour l'extrême-droite dont les idées et les objectifs sont clairs et simples, tandis qu'en face l'extrême-gauche peine à trouver une idéologie susceptible d'être comprise et acceptée par les citoyens) et conserver le pouvoir sur l'Europe, L'Allemagne ne peut pas se permettre d'apparaître en position de faiblesse.

On peut également penser qu'avec le climat géopolitique tendu (avec d'un côté les rivalités russo-américaines et de l'autre le terrorisme islamiste) les États-Unis voient eux-aussi d'un très mauvais œil une sortie de la Grèce car quoi qu'on en dise un allié stable est toujours plus fort qu'un allié qui se fragmente par petits bouts. Et si on veut croire en la « raison » toute capitaliste de nos dirigeants, il apparaît assez vraisemblable que la Grèce ne sortira ni ne fera défaut, et que, avec le FMI en tête, on allongera encore les délais de remboursement grecs pour permettre aux États-Unis de conserver

leur influence globale sur l'Europe, ainsi que les perspectives économiques dont le TAFTA et compagnie qui les font tant rêver. Le tout n'est donc pas de savoir si l'Europe s'effondrera car elle ne s'effondrera pas. C'est l'euro qui s'effondrera ; mais il ne s'effondrera que lorsque ce qui le remplacera sera prêt à être mis en place, ce qui n'est pas encore le cas.

Ensuite, et face au mécontentement populaire qui se fera sentir toujours un peu plus fort, les lois liberticides partout mises en place serviront d'outils pour continuer à mettre en place et faire accepter, en Europe et sous l'égide de l'Allemagne, une Europe fédérale et harmonisée qui finira par confondre ses intérêts avec ceux des États-Unis, contre « l'Est et l'Asie ». Les formidables ressources africaines qui sont convoitées de partout ne seront accessibles que par une alliance Europe/États-Unis permettant de lutter contre les géants asiatiques et russes ; enfin contre les BRICS.

Ce n'est qu'une fois l'Europe « harmonisée » et sous le joug d'une « démocratie » encadrée légalement que pourront se régler les problèmes monétaires tels que la dette et le chômage, et l'euro se laisser remplacer par « autre chose ». Il suffira de les rayer d'un trait de plume pour instaurer soit une nouvelle monnaie, soit l'esclavage pur et simple avec puces RFID et surveillance de masse.

En attendant, la pression qui s'exerce actuellement sur la Grèce est destinée à ne lui accorder que le minimum, afin de ne pas donner de signal trop complaisant, et les menaces de Grexit ne sont en réalité que du bluff. Le fait est qu'un esclave qui s'enfuit n'est peut-être pas sorti d'affaire mais qu'il est libre. Et un Empire a besoin de vassaux, pas d'ennemis potentiels.

L'Allemagne et la France ont besoin de plus petits États sur lesquels exercer leur hégémonie, et les États-Unis d'une Europe puissante pour contrer les « concurrents » de l'Est.

Il suffirait pourtant de peu de choses pour faire cesser cette mascarade car la Grèce a aujourd'hui le pouvoir de « tout faire péter », en refusant de payer tout en restant dans l'Europe. Mais qui aurait le courage de lui emboîter le pas ? Et puis surtout pour faire quoi, puisque personne ne semble vouloir réfléchir sérieusement à ce qui pourrait advenir de bon, après le chaos ? Parfois, j'en viendrais presque à souhaiter que la Grèce réalise l'impensable et refuse et de payer, et de sortir : cela signifierait qu'un peuple a encore le pouvoir de changer le cours de l'Histoire. Ce ne serait pas rien !

[Ce qui attend la Grèce](#)

17 juin 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Que se passe-t-il quand ni A ni B ne veulent reconnaître avoir tort ? Quand personne ne veut céder et que chacun campe sur ses positions ?

Eh bien, on se trouve un bouc-émissaire. Un C qui va payer pour tout le monde.

Dans le cas grec, ce fameux C, ce sont les Grecs eux-mêmes qui vont devoir payer – comptant – le très probable défaut de paiement qui se profile.

Que s'est-il passé pour que nous en arrivions là ?

Athènes doit rembourser 1,6 milliard d'euros au FMI d'ici fin juin, et 3,5 milliards à la BCE d'ici le 20 juillet.

Personne ne sait exactement de quelles capacités financières disposent encore Athènes mais tous s'accordent sur un point : ces 5,1 milliards ne pourront être remboursés en intégralité car les caisses grecques sont désespérément vides.

Le 30 juin prochain, il y a donc de très grandes chances qu'Athènes avoue son incapacité à rembourser le FMI.

Pour le gouvernement grec, 3 solutions sont alors possibles :

1. Obtenir le déblocage des fonds (7,2 milliards d'euros) promis par le Groupe de Bruxelles. Mais pour cela, il faudrait que créanciers et emprunteur parviennent à se mettre d'accord sur une liste de réformes destinées à remettre la Grèce sur la voie de l'orthodoxie budgétaire – à défaut de croissance qui n'intéresse au fond pas grand-monde.

Mais là, et vous le savez, c'est très compliqué puisque le Groupe de Bruxelles et Athènes ne sont pas du tout d'accord sur les réformes à mettre en oeuvre. Cela fait 5 mois qu'ils sont sur cette foutue liste, et aucun compromis ne semble se dessiner.

Cette solution – essentiellement politique – a de grandes chances de passer par un changement de gouvernement en Grèce et la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante qui accepterait d'appliquer à la lettre les demandes du Groupe de Bruxelles – quel qu'en soit le coût social et économique.

2. Obtenir les fonds d'un pays décidé à faire tourner en bourrique l'Europe. A un moment, on a pu penser à la Russie, liée à la Grèce aussi bien pour des raisons économiques que culturelle et religieuses. Cependant, aux dernières nouvelles, Poutine a d'autres problèmes plus personnels à régler.

3. Faire défaut. Oui, faire défaut, ne pas rembourser. Cela serait simple, n'est-ce pas ? Mais ne nous emballons pas, car ce défaut – de plus en plus évoqué de toutes parts – ne sera pas présenté comme tel. Cela ferait mauvais genre et surtout risquerait de déclencher une avalanche systémique via les CDS, ces produits titrisés reposant sur les assurances contre un défaut.

Il y aura donc probablement défaut mais qui prendra un autre nom, une forme un peu arrangée.

Défaut = Grexit ?

Au fait, pourquoi fait-on si facilement le lien entre défaut grec et Grexit ? C'est lié au cas particulier des pays de la Zone euro qui ont abandonné une très grande partie des prérogatives de leur banque centrale à la BCE.

Normalement, quand un pays fait défaut, il se coupe presque automatiquement des marchés : qui voudrait prêter de l'argent à un pays qui vient d'annoncer qu'il ne rembourserait pas ? Pour se financer (et à moins d'un excédent primaire), pour payer les retraites et les salaires des fonctionnaires, et tout simplement pour continuer à fonctionner, cet Etat se tourne généralement vers sa banque centrale qui imprime ce dont il a besoin. Evidemment, cette solution a aussi de douloureuses conséquences, comme l'hyperinflation.

Dans le cas de la Grèce, si le pays fait défaut, il ne peut pas demander à sa banque centrale d'imprimer l'argent nécessaire – ceci étant une prérogative de la BCE.

Je ne suis pas une spécialiste des statuts de l'euro, mais il semble difficile d'envisager que la Grèce puisse imprimer de la monnaie (de l'euro) tout en restant dans la Zone euro. Le pays pourrait cependant imprimer une monnaie parallèle qui serait utilisée en interne tout en conservant l'euro pour les transactions "externes".

Pour retrouver une liberté totale sur sa politique monétaire, la Grèce devrait donc quitter la Zone euro. D'où l'amalgame qui est souvent fait entre défaut et Grexit.

Les conséquences d'un défaut

La première conséquence d'un défaut serait la débandade du système bancaire grec – et par répercussions de tout le système économique du pays.

Pour éviter cet effondrement, la mise en oeuvre d'un défaut organisé s'inspirant du modèle chypriote est de plus en plus évoquée par les responsables du Groupe de Bruxelles. Certains y voient même LA solution au problème grec. Je crains qu'il faille un peu les détromper...

En 2013, Chypre a en effet fait défaut. S'en est suivi une solution alliant strict contrôle des capitaux, une limitation des retraits et, *last but not least*, une ponction sur les plus importants dépôts (ceux supérieurs à 100 000 euros). Pour résumer, sur le papier une partie du défaut serait payée par les Grecs eux-mêmes, du moins ceux ayant des dépôts assez conséquents. C'est ce qu'on appelle un "*bail-in*", en opposition au "*bail-out*", soit le renflouement des banques par l'Etat.

Problème, tous les gros comptes ont fui la Grèce, et ce depuis des années. La fuite de capitaux et les retraits bancaires se sont encore accélérés ces derniers jours pour atteindre les 400 millions d'euros pour le seul lundi 15 juin. S'il reste encore des comptes bancaires grecs dotés de 100 000 euros, cela révèle du pur masochisme...

[NDLR : Diversifier vos dépôts et placements, conserver une partie de vos liquidités hors du système bancaire... voilà certaines des solutions recommandées par Simone Wapler pour vous mettre à l'abri d'un contrôle des transactions et d'un bail-in. Pour en savoir plus, [rendez-vous dans la Stratégie...](#)]

Une telle solution, fort probable, ne résoudra donc rien au fond. En cas de défaut, l'effondrement du système bancaire grec sera donc impossible à éviter via un bail-in.

Après le défaut : deux voies sont possibles

Ce qui nous laisse donc deux possibilités (à moins d'une autre solution venue de derrière les fagots...)

1. La Banque centrale grecque retrouve sa capacité à imprimer ce qui peut se faire soit (a) par l'instauration d'une monnaie parallèle soit (b) par une sortie de la Zone euro.

2. La Grèce organise un défaut en collaboration avec le Groupe de

Bruxelles, obtient un soutien financier pour éviter l'effondrement de son système bancaire et doit accepter de lourds compromis sur les réformes à mettre en oeuvre dans le pays.

Là encore, cette solution sera éminemment politique et, une nouvelle fois, je ne suis pas sûre que le gouvernement Tsipras parviendra à rester en place.

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

La menace d'un défaut grec est brandie, menacée, agitée... mais faut-il vraiment s'en inquiéter ?

Je vais passer rapidement sur l'aspect politique, vous connaissez certainement ma position sur ce point : laisser tomber la Grèce est une erreur géopolitique, une véritable chausse-trappe dans le processus communautaire.

D'un point de vue financier maintenant, un défaut grec n'aura pas les mêmes conséquences que celles qu'a pu avoir la faillite de Lehman Brothers en 2007 par exemple. Pour dire les choses clairement, je ne crois pas au risque systémique.

Plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, ne l'oublions pas, la Grèce a déjà fait partiellement défaut en 2012. Les banques européennes se sont donc débarrassées depuis longtemps de la plupart des leurs dettes grecques. Celles-ci ont toutes été refourguées à la BCE, au FMI

Il y a bien sûr la question des CDS mais, après tout, ils n'avaient pas été déclenchés par le premier défaut grec. Pourquoi le seraient-ils aujourd'hui ?

Ensuite, la BCE a mis en place un système de protection de la Zone euro avec son *European Quantitative Easing*. Draghi peut imprimer autant qu'il veut de liquidités, ce qui devrait protéger ou du moins contenir une propagation du risque obligataire au reste de l'Europe, et tout particulièrement à l'Europe du Sud. Bien sûr, nous ne pouvons pas totalement exclure une violente attaque contre les obligations européennes.

Les marchés ne semblent pas plus que cela craindre un défaut grec et une contagion au reste de la Zone euro. Bien sûr, les actions sont en baisse depuis plusieurs jours mais l'euro reste remarquablement ferme face au dollar.

Même constat face aux rendements sur les Bunds et les OAT qui, là encore, après la poussée de la semaine dernière, sont en phase d'apaisement.

Vous l'aurez compris, je pense que la crise va se jouer plus sur le terrain politique aussi bien grec qu'europpéen, mais pas forcément sur les marchés.

Dans un monde à taux zéro, le rendement attire le pigeon comme l'aimant la limaille de fer

18 juin 2015 | [Isabelle Mouilleseaux](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous sommes pris dans un tsunami de liquidités. Les banques centrales n'ont eu de cesse d'imprimer du papier depuis 2008. Objectif affiché : créer un "effet richesse" qui se traduira par une hausse de la consommation et donc de la croissance.

Coté effet richesse, aucun doute possible : ça a marché ! Si vous êtes sur les marchés actions depuis 2008, le moins qu'on puisse dire c'est que vous avez fait le plein. Tout a grimpé... Il n'y avait même pas à faire du *stock picking* ! Nos banquiers centraux ont gonflé les bulles — en surfant dessus, les plus-values étaient quasi-garanties.

Sauf que nous parlons ici d'une infime minorité : ceux qui ont des actions en bourse. Ainsi, les écarts de richesse se sont considérablement creusés, la grande majorité de la population s'étant appauvrie (chômage, travail précaire, hausse des impôts, baisse des prestations sociales...). Elle a vu son pouvoir d'achat baisser et s'efforce même de mettre un petit pécule de côté "en cas de coup dur".

Donc quand on me dit que la hausse de la consommation induite par le laxisme monétaire tirera la croissance... j'avoue douter. Probablement mon biais allemand. J'ai toujours eu du mal avec les théories keynésiennes dont ceux qui nous gouvernent sont adeptes. Distribuer gratuitement de l'argent créé *ex nihilo* n'est qu'une fuite en avant qui doit cesser le plus vite possible ; or aujourd'hui, imprimer devient la normalité.

Tsunami de cash sur les marchés... l'argent coule à flot. Et pourtant... Mais revenons à nos moutons. Tsunami de *cash* sur les marchés... l'argent coule à flot. Et pourtant...

▪ Les signes de crise de liquidité se multiplient

Autant d'alertes sur lesquelles l'investisseur averti devrait méditer :

- Le *flash krach* de mai 2010 à New York.

- Le *flash krach* du T-Bond le 15 octobre dernier, le rendement du 10 ans US s'effondrant de 37 points de base en quelques minutes (les statisticiens

affirment que ce type d'évènement a une chance d'arriver tous les trois milliards d'années...).

– Secousse du printemps 2013, les taux long américains s'envolant soudain de 100 points de base (Bernanke annonçant sa volonté d'arrêter progressivement les rachats d'actifs long terme).

– Plus proche de nous, le brutal rebond du 10 ans allemand (Bund) dont le taux (alors à 0,07%) s'est envolé de quelque 80 points de base en un temps record.

Sans oublier l'épisode d'il y a quelques jours, aussi brutal qu'inattendu. Regardez la violence du mouvement sur les taux obligataires (OAT 10 ans, Bund) :

OAT 10 ans – Remontée explosive du taux



Il y a de sérieux problèmes de liquidité sur les marchés, notamment sur les marchés obligataires

▪ Qu'est-ce que cela nous apprend ?

Que malgré les excès de *cash*, il y a de sérieux problèmes de liquidité sur les marchés, notamment

sur les marchés obligataires.

Principale raison : les *market makers* (teneurs de marché) se font rares. Avant 2008, vous aviez toujours une banque prête à se porter contrepartie pour racheter les titres que vous vendiez. Avec les nouvelles régulations, les banques se sont retirées, asséchant au passage la liquidité du marché obligataire. Et quand la liquidité n'est plus assurée, des mouvements violents sont susceptibles de se produire, impactant les prix à la vitesse de l'éclair.

Ajoutez à cela les logiciels de trading haute fréquence qui animent les débuts et fins de séance (entre les deux... calme plat). En cas de krach, ils auront tendance à amplifier le mouvement.

Soyez bien conscient d'une chose :

En cas de crise de liquidité les investisseurs se ruent au portillon pour vendre. Ils verront les cours chuter, puis ils ne verront plus de cours du tout. Tout simplement parce qu'il n'y a personne en face. Les pertes seront alors significatives (je vous dirai plus loin comment vous protéger).

Le CEO de JP Morgan a récemment tiré la sonnette d'alarme. Nouriel Roubini et la BRI ont fait de même. Le manque de liquidité fragilise les marchés.

▪ **Effervescence du côté des émissions obligataires d'entreprises**

Le risque est aujourd'hui d'autant plus grand que les entreprises se sont massivement tournées vers les marchés obligataires. Ces quatre derniers mois, les entreprises américaines ont émis 100 milliards d'obligations chaque mois.

Pourquoi ?

- Parce qu'elles veulent "faire le plein" de *cash* tant que l'argent "ne coûte quasiment rien" et avant la remontée anticipée des taux. Voilà où nous mènent les distorsions de prix créées par les banques centrales...

- Parce qu'il faut bien financer les rachats d'actions. Rien qu'en avril, les entreprises du S&P 500 ont racheté pour 133 milliards de dollars de leurs propres actions

Rien qu'en mai, les transactions s'élèvent à 243 milliards de dollars ! Du jamais vu

- Et parce qu'il faut bien financer les fusions acquisitions qui ont atteint un record historique à Wall Street (signe avant-coureur de sommet des marchés

actions, au passage...). Rien qu'en mai, les transactions s'élèvent à 243 milliards de dollars ! Du jamais vu.

Les émissions obligataires se succèdent à un rythme d'enfer — et dans le lot, il y en a de "plus ou moins pourries". On les appelle *junk bonds*. Mais ne vous inquiétez pas... les banques qui ont monté les deals nous saucissonnent tout cela "bien comme il faut" et revendent le tout à des fonds spécialisés. Qui bien sûr trouveront toujours preneurs sur les marchés... dans un monde à taux zéro, le rendement attire le pigeon comme l'aimant la limaille de fer.

▪ **Ca vous rappelle les *subprime* ? Je vois que vous avez bonne mémoire...**

Ce n'est pas tout. Il faut s'attendre à des révisions à la baisse des notes de crédit, car les taux de défaut des entreprises sont en train de remonter aux Etats-Unis. Ils atteignent déjà 2%, devraient grimper à 2,5% d'ici la fin de l'année et 2,8% à la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

Pour couronner le tout... les investisseurs se sont massivement portés sur l'obligataire au travers des fonds spécialisés.

Nul doute qu'en cas de coup de sang sur les marchés ils voudront instantanément sauter du navire. Personne ne sera là pour reprendre leurs titres ; les fonds devront faire face avec les moyens du bord (ils devront vendre à la casse leurs actifs pour rembourser les investisseurs), ce qui enclenchera un véritable cercle vicieux.

Rassurez-vous, nous n'y sommes pas. Mais mieux vaut se préparer à cette éventualité et je vais vous y aider. Le risque est palpable. Se manifestera-t-il la semaine prochaine ? Dans un mois ? Dans un an ? Personne ne sait.

Le Chef de la Bundesbank dit « Nein » pour bannir le cash !!

Blog de la résistance et ZeroHedge 17 juin 2015

Le mois dernier, les appels à une société sans numéraire se **sont accentués** quand Peter Bofinger, un membre du Conseil allemand des experts économiques et économiste keynésien de premier plan dans un pays où les politiques monétaires saines prédominent en général, a qualifié les pièces et billets « d'anachronisme » qui limite l'influence des banques centrales. Les commentaires de Bofinger viennent sur les talons

d'un chœur grandissant d'abolitionnistes du cash, y compris Ken Rogoff, économiste à Harvard et Willem Buiter de Citi. Pourquoi une société sans numéraire vous demandez-vous ?

Voici un bref résumé :

Les actions collectives des banques centrales les plus influentes du monde ont fait des merveilles quand il s'agit de gonfler des bulles d'actifs, mais ont fait très peu pour relancer une croissance économique robuste. En fait, loin de lisser le cycle économique et de ressusciter la demande de DM, après la crise , la politique monétaire a effectivement eu l'effet exactement inverse : elle a ouvert la voie à un effondrement encore plus spectaculaire tout en créant un surplus d'offre déflationniste dans le monde entier. A ce stade, une personne saine d'esprit pourrait être tenté d 'appeler ceci des expériences monétaires, surtout en considérant que les limites ont été atteintes. Autrement dit, il n'y a littéralement pas plus d'actifs à acheter et les taux ont atteint un niveau plancher où les acteurs rationnels évitent les dépôts bancaires ... à la faveur du matelas. (mettre son argent sous le matelas est plus profitable que de perdre de l'argent en le mettant sur son compte nldr)

Mais pas si vite. Le monde pourrait toujours interdire l'argent liquide parce que si vous éliminez la monnaie physique et forcez les gens à utiliser une carte de crédit liée à un compte bancaire contrôlé par le gouvernement pour toutes les transactions, vous pouvez tout planifier efficacement

Les consommateurs ne dépensent pas ? Pas de problème. Il suffit Juste de taxer les excédents du solde de leur compte . Surchauffe de l'économie ? Encore une fois, pas de problème. Levez les intérêts payés sur les avoirs en compte pour encourager les gens à arrêter de dépenser.

Sur les traces des commentaires de Bofinger, nous avons dit ce qui suit: «
notez *M. Weidmann, que vos compatriotes vont devenir des keynésiens fous.*
«

Et voilà, Weidmann est bien entré dans le débat et sans surprise, il n'est pas un fan des appels à l'interdiction de cash .

[D'après FAZ](#) (via Google Translate):

Le Président de la Bundesbank Jens Weidmann a préconisé que l'argent

cash, malgré les innovations techniques et la numérisation , devrait continuer à jouer un rôle important dans les opérations de paiement.

« La Bundesbank ne croit pas à abolir l'argent cash » Weidmann a déclaré lundi à Francfort pendant le biennial held payments Symposium de la Banque centrale. D'une part, chaque citoyen doit continuer à payer comme il veut – « Avec espèces ou sans espèces » a soutenu Weidmann.

Deuxièmement, « la politique monétaire serait une des raisons qui peuvent être invoquées contre le cash », debout sur des pieds d'argile. »

Par sa deuxième justification Weidmann a recours à ce qui est souvent soulevé par les critiques de l'argument du cash, dans un monde sans espèces la politique monétaire fonctionnerait mieux . Derrière c' est l'idée que les épargnants réagissent à des taux d'intérêt négatifs des banques centrales et commerciales, en retirant leur argent des comptes et en les gardant sous forme de liquidités.

Si il n'y avait pas d'argent cash, les taux d'intérêt négatifs seraient directement impactés sur les comptes des déposants. Parce qu'ils ne pourraient simplement pas retirer leur argent, ils consommeraient plus et investiraient à la place – et donc stimuleraient la croissance économique.

Weidmann contredit cet argument pointu. D'une part, un intérêt négatif modéré ne provoquerait pas nécessairement « une fuite vers les liquidités » .D'autre part – et cela est beaucoup plus important – la discussion sur « le vrai problème » est terminée. Le contrôle des taux d'intérêt et du marché des capitaux sont dues à des perspectives maussades de croissance « et de faibles tensions inflationnistes dans un avenir prévisible »

La politique monétaire expansive des banques centrales doit être comprise comme une réaction contre cela . Donc, la tâche la plus importante était d'aborder la cause de la faiblesse de la croissance dans la zone euro.

« Donc, si la croissance faible est le nœud du problème, alors il est nécessaire de surmonter cette faiblesse, plutôt que d'opérer des acrobaties audacieuses comme de vouloir faire disparaître l'argent liquide, de sorte que la politique monétaire serait encore plus expansive et couvrirait des problèmes structurels à long terme, avec de l'argent pas cher à court terme », a déclaré Weidmann.

Donc, une fois que la cabale keynésienne aura réussi et abolira le cash, jetant efficacement l'ancre sur les taux négatifs , ce qui permet de manipuler non seulement les résultats macroéconomiques, mais aussi microéconomiques , il apparaît que ceux qui apprécient toujours leur droit de choisir eux-mêmes comment et quand ils dépensent leur argent peuvent au moins se déplacer en Allemagne ..

<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-17/bundesbank-chief-says-nein-cash-ban>

– resistanceauthentique

L'euro repart à la hausse, à juste titre

Bruno Bertez 18 juin 2015

Paradoxal ! Malgré le risque croissant d'une défaillance de la Grèce sur sa dette, l'euro remonte. La monnaie unique a progressé d'environ 1% depuis 24 heures. On vaut ce matin 1,1355 contre dollar. En journée on passe les 1,14. On vient de 1,05 au plus bas à mi-Avril, plus bas de l'euro qui coïncide avec le plus haut des Bourses européennes, ce qui n'est pas un hasard. A mi-Mai , l'euro a connu ce que les professionnels ont à tort considéré comme une reprise technique et on est allé taper sur les 1,15 contre dollar. Selon nous, la configuration technique est haussière.

Les médias titrent » Paradoxe! » Vraiment ?

Nous ne le pensons pas, nous qui considérons que fondamentalement l'euro est sous évalué et qu'il devrait plutôt, se situer vers les 1,20 : nous disons 1,20 car nous intégrons la politique d'avalissement de la BCE, sinon à moyen terme de 3 à 5 ans, nous pensons que l'euro tendra vers les 1,35 dollar.

Faisons justice de la crainte d'une sortie de la Grèce. Pour nous elle est haussière pour la monnaie Européenne.

D'abord parce que ce sera la fin d'une période d'incertitude.

Ensuite parce que moins il y aura de pays du Sud dans l'Eurozone, plus l'euro sera fort. Ce sont les pays du Sud qui tirent directement et indirectement le change vers le bas, et au delà de troubles passagers, la sortie de la Grèce retire du lest à l'euro. Moins il y a de pays du Sud, moins l'euro est plombé.

Enfin, si la Grèce sort de la l'Eurozone, c'est la victoire de Schauble, c'est à dire de l'esprit Allemand. C'est la défaite de ce que nous appelons « les

inflationnistes ». C'est la victoire d'une conception Allemande de l'économie, d'une culture non pas économique à l'anglo-saxonne, mais d'une culture juridique. C'est une sorte de victoire de ce que l'on peut, avec des nuances, considérer comme l'orthodoxie. Oeil pour oeil, dent pour dent ; on ne donne rien si on n'a rien en échange ; les engagements doivent être tenus ..etc . Ce sera une leçon pour les autres pays du Sud, suivez mon regard..

La seconde raison pour justifier la hausse de l'euro est constituée par les annonces de la Fed. Elle cherche à favoriser le repli du dollar, elle cherche à piloter le cheminement des taux futurs sur une trajectoire basse. Plus basse qu'avant. En fait elle révisé en baisse ses perspectives afin de pouvoir peser sur les anticipations concernant les taux et le change. La Fed cherche à faire pression sur la position spéculative globale et manifestement elle y réussit. Nous avons déjà analysé le basculement du pilotage de la Fed, on passe du pilotage du calendrier de la première hausse des taux, au téléguidage du chemin, du « path ». Ceci avait été dit clairement, en langage codé, bien sûr, par le Vice Président, Stanley Fischer : « Les marchés feraient mieux de s'interroger sur le futur niveau des taux une fois la hausse effective.. ».

« La hausse des taux promet d'être très progressive aux Etats-Unis Yellen a bien confirmé son intention d'engager un durcissement monétaire cette année, mais dans le même temps, la Fed a revu en baisse ses prévisions de croissance économique pour 2015, ainsi que ses objectifs de taux d'intérêts pour 2016, ce qui a rassuré les investisseurs sur le rythme du relèvement des taux, qui s'annonce très progressif. La politique de la Fed restera conditionnée en priorité à la qualité des statistiques économiques publiées dans les prochains mois.

La vigueur paradoxale de l'euro intervient malgré les achats au titre du QE en cours ; ils avaient dans un premier temps envoyé la devise au tapis, à moins de 1,05\$ en mars dernier. Le président de la BCE, Mario Draghi, ne s'est pas ému pour l'instant du rebond de l'euro, et a prévenu les marchés qu'ils devraient s'habituer à un accroissement de la volatilité sur les marchés obligataires. Seul Mersch semble comprendre quelque chose. En réalité, les apprentis sorciers de la BCE, qui jouent des jeux qu'ils ne maîtrisent pas, sont désemparés.

« L'écologisme de comptoir...Nutella et Roundup ! »

Charles Sannat 18 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

En écologie, il y a les vrais sujets, comme la place du nucléaire dans notre mix énergétique, la sécurité de nos centrales, la réalité de rejets plus ou moins autorisés, parfaitement radioactifs et tout à fait nocifs pour la santé.

En écologie, il y a de véritables enjeux comme la migration de notre agriculture vers un système de production plus juste, plus humain, plus respectueux de l'environnement et évidemment avec moins d'intrants, à savoir moins de pesticides ou d'engrais.

Il y a de grandes problématiques pour le futur de l'humanité, comme les OGM dont les effets sont encore mal maîtrisés, quoi que l'on en dise, ou encore les nano-technologies dont l'impact est loin d'être véritablement connu.

En écologie par exemple, la pollution atmosphérique aux particules fines des voitures en particulier diesel tue chaque année plus de personnes et plus d'innocents que les accidents de voiture eux-mêmes sans que cela n'émeuve grand monde. Il faut dire que sur les autoroutes du suicide ou de la pollution, il est difficile de mettre des radars...

Alors oui, vous l'aurez compris, et j'arrête ici cette liste à la Prévert, il y a les vrais sujets, ceux que l'on n'abordera pas, ceux sur lesquels personne n'osera aller légiférer tant les lobbies et les groupes de pression, pour ne pas dire de corruption, sont nombreux et puissants.

L'important n'est plus le savoir-faire mais uniquement le faire-savoir...

Et puis parce qu'il s'agit avant tout d'hommes et de femmes politiques dont l'objectif n'a jamais été le savoir-faire mais uniquement le faire-savoir et l'idée d'enchaîner des séquences de communication pour occuper le temps de cerveau disponible et faire croire en une action politique.

Alors on amuse la galerie dans le silence le plus complice de nos « amis » écolos, qui n'ont plus d'écolos que le nom, tant l'ambition et les bons postes – les « plaçous » comme disait mon pépé – leur tiennent désormais lieu d'étalon moral.

Le plaçou... Important le plaçou... Je vous donne la définition de ce mot patois. « Un emploi obtenu grâce à l'entregent de quelqu'un, généralement un poste de planqué. » On ne défend plus des convictions ou l'intérêt général mais son intérêt particulier.

Bref, du coup, il faut bien faire croire que l'on fait de l'écologie au moment même où l'on supprime dans la loi Macron passée aux forceps et au 49.3 les analyses de rejets dans l'air ou dans l'eau des industries polluantes de même que les taxations qui leur étaient imposées.

Alors il faut trouver des sujets faciles, pas trop engageants, qui ne remettent surtout pas l'ordre établi en place, et nous avons eu droit à une superbe séquence absurde de Ségolène Royal qui, malgré toute la sympathie que je peux avoir pour notre grande Jeanne du Poitou, aurait mieux fait de se taire.

Première grande et immense mesure... L'interdiction de vendre du Roundup dans les grandes surfaces... dans les rayons. Vous pourrez évidemment en acheter autant que vous le souhaitez... mais au comptoir ! Ouaaaaah, de vous à moi, ça c'est de la mesure écolo. Attention hein... Monsanto n'a qu'à bien se tenir... et évidemment en profite pour se plaindre et se positionner en victime alors que son produit phare n'est en aucun cas interdit, ce que la Ségo ne pouvait en aucun cas faire sans risquer un superbe procès que la France aurait perdu.

D'ailleurs, ce n'est pas en allant signer le TAFTA, ce traité de libre-échange entre l'Europe et les USA qui veut sacraliser les tribunaux d'arbitrages privés comme façon unique de rendre la justice, que l'on est prêt à voir une interdiction des OGM et autres produits néfastes pour notre santé.

La deuxième blague écolo du jour c'est la polémique autour de la pâte à tartiner Nutella, dont on se fiche quand même comme d'une guigne.

Oui parce que vous comprenez, il faut de l'huile de palme et ça déforeste les forêts... Sans blague. Vous connaissez le nombre de forêts en pleine déforestation et dont tout le monde se fout comme de l'an 40 à commencer par la reine du Poitou ? Je pense en particulier à l'Amazonie et personne ne dit rien au Brésil alors que c'est un véritable massacre du poumon de la planète.

La réalité : l'écologie tout le monde s'en tape... y compris les écolos, tant qu'ils ont leurs « plaçous »...

De toute façon, c'est la crise alors on a d'autres chats à fouetter que la qualité de l'air, de l'eau, ou le sort des insectes, des abeilles et autres petites bestioles vivantes... Non, ce qu'il nous faut, c'est de la croissance et pour avoir de la croissance, nous sommes prêts à tout – enfin pas nous, eux, ces imbéciles qui nous dirigent et qui n'ont pas compris que la limite à la croissance et au modèle actuel est évidemment en grande partie environnementale et écologique, et que la seule façon de retrouver une forme de croissance qui ne doit plus être quantitative mais qualitative c'est de mettre la notion de soutenabilité au cœur de notre développement, de notre organisation, de notre fiscalité et de notre économie.

Je suis, mes chers amis, mes chers lecteurs, atterré, totalement sidéré par l'absence de compétences, d'intelligence, de savoir, de connaissance et de vision de ceux qui aujourd'hui sont censés nous diriger.

Ils sont, en un mot, mauvais. Tout simplement mauvais.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Grexit : la Banque de Grèce tire la sonnette d'alarme

La Grèce est en faillite mais pour le moment, personne ne veut encore le reconnaître et l'admettre de façon parfaitement officielle.

La Grèce ne remboursera pas. Personne. On peut éventuellement juste encore gagner un peu plus de temps... Mais il va bien falloir finir par prendre nos pertes qui ont été transférées des comptes des banques commerciales vers les autres États de la zone euro dont la France pour 30 ou 40 milliards d'euros. Reste à savoir quelles seront les modalités pratiques pour prendre nos pertes... Un petit peu tous les ans (ce serait l'idéal pour Bercy) ou tout d'un coup, ce qui serait un cauchemar budgétaire.

Les fonctionnaires ne sont pas prêts de recevoir une augmentation de salaire.

Charles SANNAT

L'Australie et la Chine signent un accord de libre-échange historique

J'adore suivre l'évolution de la stratégie chinoise, je trouve cela passionnant et l'on voit bien l'expansion soft et intelligente de ce pays qui arrive systématiquement à ses fins.

Charles SANNAT

[La Chine coopère avec le FMI sur l'entrée du yuan dans le panier des DTS](#)

Il n'y a aucune raison que la Chine ne coopère pas – d'ailleurs, sur ce sujet et la façon de libeller, cette annonce montre le « profil bas » que souhaitent afficher les Chinois qui ne pavoisent jamais et tentent toujours de laisser la tête haute à ses partenaires.

Cette forme de discrétion est d'ailleurs une arme redoutable car cela permet à la puissance chinoise d'avancer sans bruit et de façon particulièrement discrète.

Charles SANNAT

[On se moque de vous... et vous ne vous en rendez pas compte !](#)

Ceux qui ont une minute à perdre regarderons du début, avec le passage d'Hollande en Algérie qui semble satisfait de sa culture générale puisqu'il a été capable de reconnaître des... dates. Bravo François.

Sinon, au bout d'une minute, un zoom sur le JT de TF1 et les triplés qui passent le bac. Voilà pourquoi je n'ai pas la télé et voilà la démonstration par la preuve irréfutable que la télé et les informations se fichent royalement de vous et de votre mémoire de poisson rouge. Dans un an, vous aurez tout oublié et on vous ressortira la même histoire, avec le même air contrit et plein de surprise faussement bienveillante.

À la fois pathétique et à vomir.

Charles SANNAT

[Etats-Unis: la Fed moins optimiste pour la croissance et le chômage en 2015](#)

BusinessBourse et Romandie Le 18 juin 2015

La banque centrale américaine (Fed) s'est montrée mercredi plus pessimiste sur la croissance économique et le chômage aux Etats-Unis cette année.

Le produit intérieur brut du pays (PIB) ne devrait plus progresser que de 1,8% à 2,0% sur un an au dernier trimestre 2015, marquant une détérioration par rapport aux 2,3% à 2,7% prévus en mars, selon les nouvelles projections

trimestrielles du Comité de politique monétaire (FOMC).

La Fed tient ainsi compte du coup de froid de l'économie américaine qui s'est contractée au premier trimestre (-0,7%) sur fond de météo hivernale rigoureuse.

Pour 2016, la Banque centrale ne fait pas montre d'un optimisme débordant et maintient quasi inchangées ses prévisions d'une accélération de l'activité qui s'échelonnerait entre 2,4% et 2,7%.

Sur le front de l'emploi, la banque centrale américaine se montre là encore plus pessimiste pour cette année.

En 2015, le taux de chômage devrait s'établir entre 5,2% et 5,3% alors qu'une fourchette allant de 5,0% à 5,2% était jusque-là prévue, selon ces nouvelles projections.

Le taux de chômage aux Etats-Unis s'est établi à 5,5% en mai.

La banque centrale maintient par ailleurs à l'identique ses prévisions pour 2016 (de 4,9% à 5,1%) qui devraient donc faire apparaître une légère embellie de l'emploi par rapport à 2015.

Ces nouvelles projections confirment par ailleurs que l'inflation devrait rester cette année très éloignés de l'objectif de 2% annuel visé par la Fed.

Sur fond de décrue des cours mondiaux du pétrole, les prix à la consommation ne devraient progresser qu'entre 0,6 à 0,8% cette année, inchangés par rapport aux prévisions de mars.

L'objectif de 2% d'inflation annuelle ne serait au mieux formellement atteint qu'en 2017, selon ces projections.

Source: [romandie](#)

L'économie est-elle condamnée à stagner ?

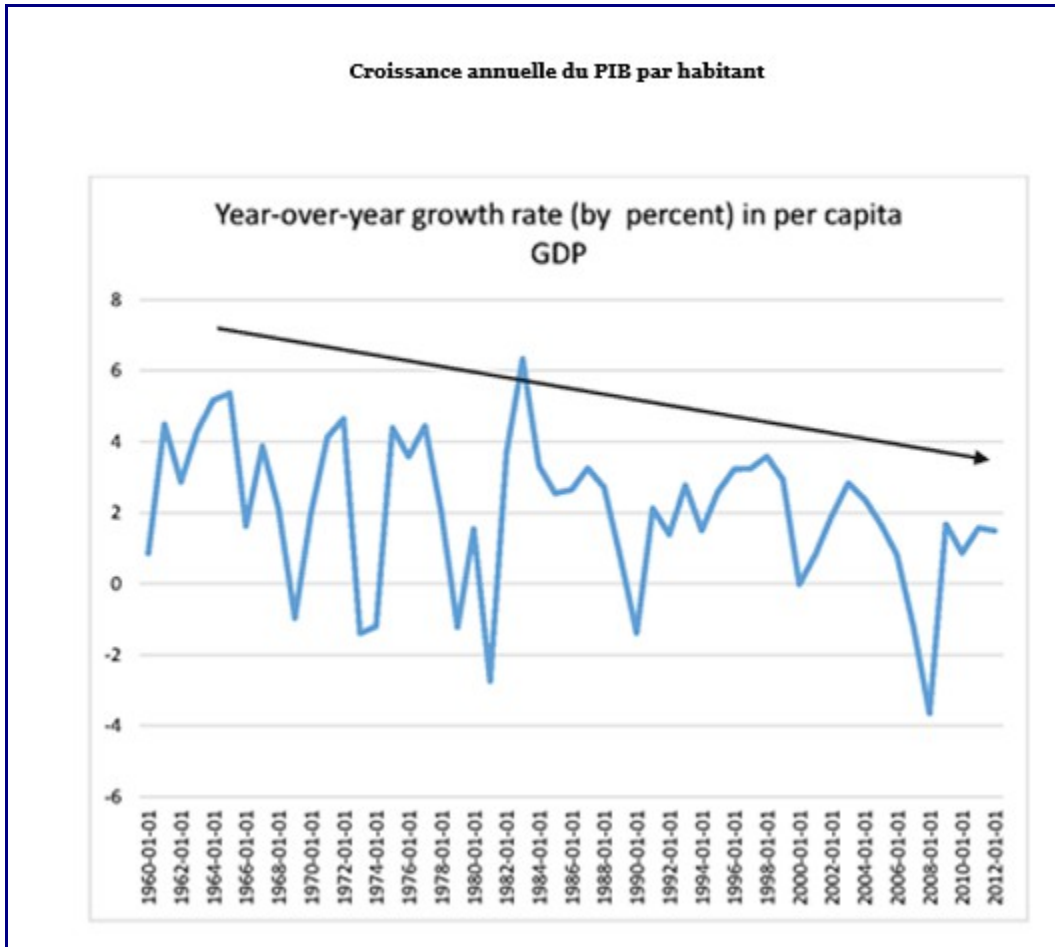
Par Peter St.Onge. Publié le 18 juin 2015 *Un article du Ludwig von Mises Institute Contrepoints*

Comment expliquer l'effondrement de la croissance ?

L'un des débats les plus intéressants des dernières décennies concerne l'explication du ralentissement économique. Depuis 2000, la croissance du PIB par habitant aux États-Unis a été de 0,9% par an en moyenne, contre

2,3% au cours des cinquante années précédentes.

C'est une grosse différence. Au rythme de 2,3% par an, nous doublons notre niveau de richesse à chaque génération. Avec 0,9%, il nous faut presque un siècle pour arriver au même résultat. Comment expliquer ce ralentissement ?



Même Ben Bernanke s'est pris au jeu [sur son nouveau blog](#), pendant que Tyler Cowen écrivait un court essai sur ce sujet, intitulé [La Grande Stagnation](#). La plupart des économistes, de gauche comme de droite, s'accordent sur la nécessité d'investir pour augmenter la productivité de l'économie. Donc naturellement, les économistes se concentrent sur le taux d'investissement. Or ce taux s'est réduit à travers la plupart des économies industrialisées.

Peurs injustifiées de la thésaurisation et de la déflation

Pour les Keynésiens, tout problème économique provient d'une insuffisance de demande — c'est leur seul outil d'analyse pour tout expliquer. Donc, avec quelques différences mineures, la position de Bernanke, Summers et

l'omniprésent Krugman est qu'il y a trop d'épargne qui dort au lieu d'être investie. Cette épargne freine les gains de productivité. L'épargne pour les Keynésiens et [les Autrichiens](#) désigne de la monnaie non dépensée en biens de consommation. Mais les Keynésiens oublient que vous pouvez faire deux choses très différentes avec votre épargne : la thésauriser, ou l'investir. Thésauriser signifie la cacher sous le matelas, ce qui terrifie les Keynésiens. Investir signifie que vous dépensez cet argent dans des biens ou services productifs. Quand les Keynésiens se plaignent de l'épargne dormante, ils veulent dire qu'il y a trop de thésaurisation. Mais c'est une méconnaissance totale de la façon dont la thésaurisation influence l'investissement. Ne pas dépenser un dollar est équivalent à retirer temporairement ce dollar de la circulation. Vous auriez aussi bien pu l'avoir enterré. Cela signifie que l'ensemble des dollars toujours en circulation voient leur pouvoir d'achat augmenter.

Pour illustrer cela, disons que vous avez 100 milliards de dollars en circulation dans l'économie et que vous décidez de brûler 25 milliards. Que va-t-il arriver ? Les 75 milliards restant vont faire le « travail » des 100 milliards de départ. Ce qui signifie que chaque dollar augmente en valeur de 33%. Maintenant, si au lieu de brûler cet argent vous l'aviez thésaurisé, l'effet est le même : les dollars toujours en circulation auraient augmenté en pouvoir d'achat. Il s'agit d'une déflation. Vous aurez toujours les mêmes dépenses, mais elles se réaliseront avec moins de billets.

Donc la thésaurisation ne fait simplement que transférer du pouvoir d'achat aux dollars restant en circulation. Ce qui signifie que l'épouvantail keynésien de l'excès d'épargne n'a, en fait, aucune influence sur l'investissement. La thésaurisation se neutralise elle-même par l'ajustement du pouvoir d'achat de la monnaie qu'elle provoque.

Le rôle de la réglementation

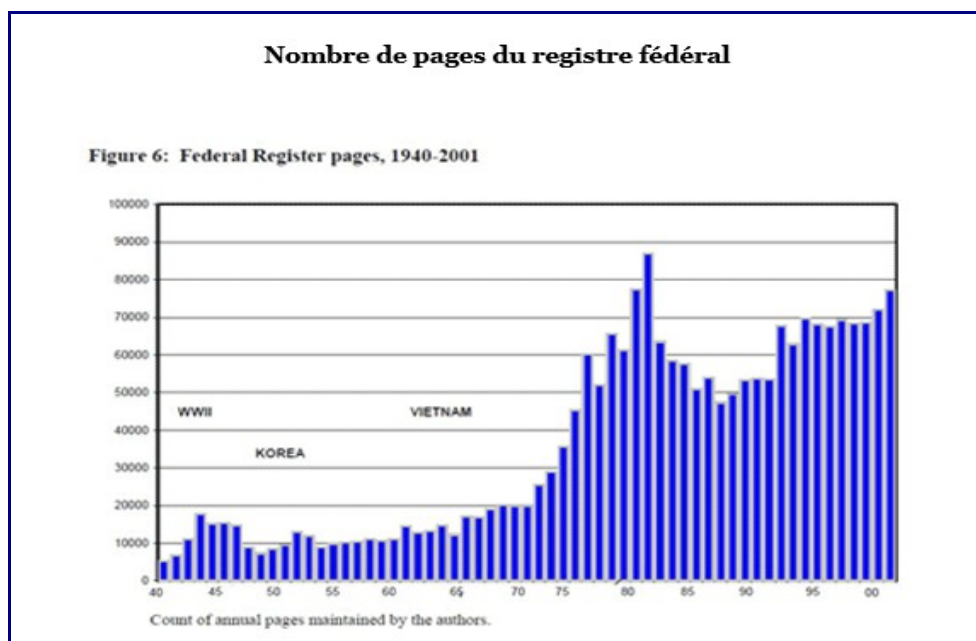
Alors qu'est-ce qui provoque le ralentissement économique ? Cowen, qui est l'un des rares économistes formés aux théories économiques de l'école autrichienne, se rapproche selon moi de la véritable cause quand il regarde le problème du côté de l'offre. Malgré tout, je pense qu'il passe à côté d'une évidence. Cowen affirme que nous avons déjà récolté les fruits les plus faciles à cueillir — espaces inexplorés, éducation des enfants — et maintenant nous devons simplement accepter de nous habituer à la nouvelle

norme.

Le problème avec cette théorie est le timing. La conquête de nouveaux espaces s'est terminée il y a plus d'un siècle, bien avant le grand saut de la croissance économique américaine (« l'âge d'or »). Le taux d'alphabétisation a également plafonné bien trop tôt, environ un siècle avant le début du ralentissement. Je suspecte qu'une analyse statistique montrerait que, par pure coïncidence, l'exact opposé s'est produit : la croissance économique a explosé une fois que l'exploration de nouveaux espaces est arrivée à sa fin et que l'alphabétisation s'est stabilisée.

Alors, quelle est la cause du ralentissement ? Eh bien, nous devons trouver quelque chose qui s'est produit durant la bonne période. De mon point de vue, le problème est assez évident : la réglementation rampante. Il est difficile de quantifier cet effet : comment mesurer l'impact d'une réglementation interdisant, par exemple, la vente de nourriture dans la rue ou l'exercice du métier de coiffeur sans disposer d'un diplôme ? Il nous faut donc trouver un indicateur permettant une approximation.

Voici un graphique montrant l'évolution du nombre de pages de réglementations par année dans le registre fédéral. C'est un indicateur du nombre de réglementations supplémentaires, qui nous permet d'en estimer le fardeau. Vous pouvez constater une très forte augmentation à partir des années 1970, brièvement interrompue par le processus de déréglementation enclenché sous Carter, puis une ascension à partir de la fin des années 1980.

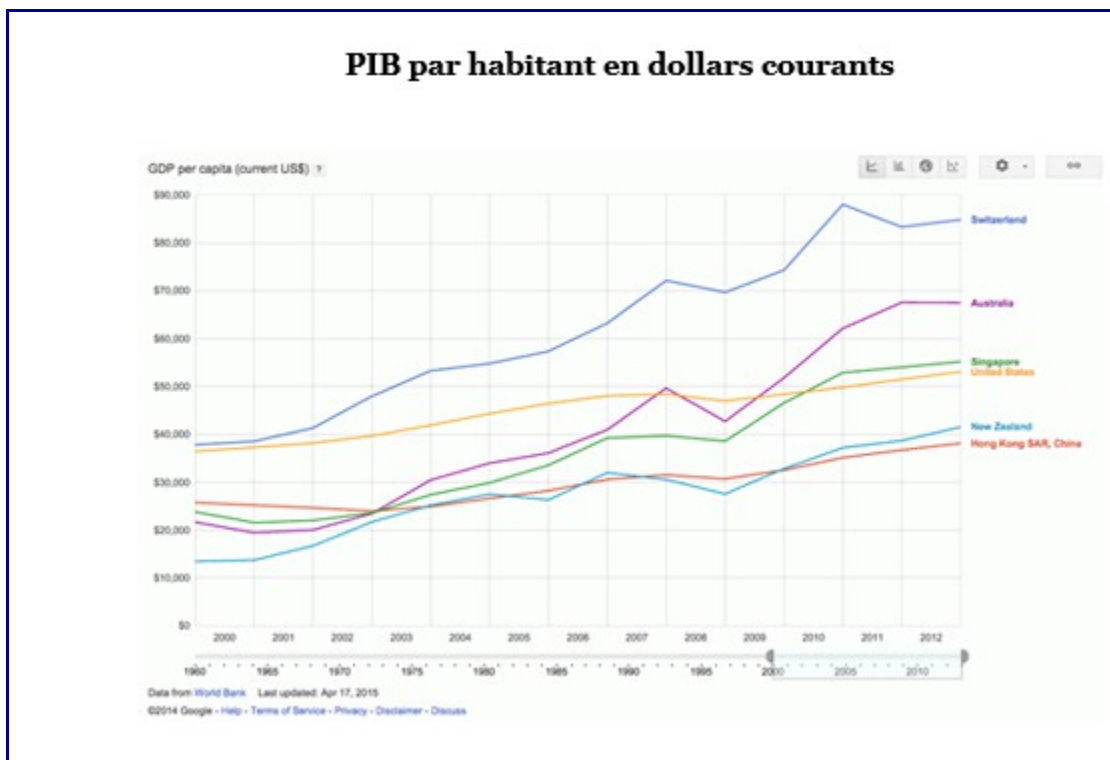


Une comparaison entre les chiffres de la productivité et le nombre de pages de réglementations révèle un bon niveau de corrélation entre ces deux variables : avant 1971, la croissance du PIB s'élevait à 2,4% par an en moyenne. Depuis 1971, la croissance est retombée à 1,8%.

Cependant, les récessions que nous avons connues depuis 2001 ne s'expliquent pas simplement par le nombre de pages de réglementations — il n'y a pas eu de bond important des réglementations dans le registre fédéral en 2000. Le timing n'est donc pas parfait, mais nous devrions également effectuer d'autres comparaisons. En particulier, regardons si d'autres pays ont connu eux aussi un ralentissement, ou seulement certains pays, car cela affectera notre analyse des causes du ralentissement.

Les éléments proposés dans la théorie de l'excès d'épargne défendue par le trio Summers-Bernanke-Krugman, aussi bien que dans l'explication de Cowen, devraient affecter de façon comparable l'ensemble des pays développés. Alors qu'avec l'explication basée sur le poids des réglementations, nous devrions constater des conséquences différentes sur l'économie qui varie en fonction des politiques réglementaires plus ou moins dures menées par chaque pays.

Les chiffres tendent à prouver la théorie basée sur le poids des réglementations puisque certains pays riches continuent de se développer. Le grand ralentissement n'affecte pas tous les États. Voici un graphique de la performance durant la « grande stagnation » des cinq pays en tête du classement des libertés économiques en 2015 réalisé par l'Heritage Foundation.



Trois pays ont dépassé les États-Unis durant cette période : Singapour, l’Australie et la Suisse. Singapour n’a dépassé les États-Unis en termes de revenu par habitant qu’en 2011, l’Australie en 2010, et même la Suisse était au même niveau en 2000 — à présent ils sont presque 50% plus riches.

Alors qu’est-ce qui distingue ces pays ? Apparemment, des pays tels que l’Australie, Singapour et la Suisse n’ont presque rien en commun — langue, superficie, ressources, structure de l’économie, institutions politiques. Ce qu’ils ont en commun, en revanche, c’est un gouvernement réduit, un faible poids des réglementations et un État de droit. En fait, deux d’entre eux, la Suisse et Singapour, sont régulièrement tancés par les États-Unis en tant que paradis fiscal.

Si c’est effectivement cette attitude ouverte aux affaires qui a permis à ces pays d’échapper à la soi-disant grande stagnation, il s’agit d’une raison de plus de douter des conseils du trio Summers-Bernanke-Krugman.

Plutôt que de renforcer l’intervention du gouvernement dans le domaine du crédit, ou de sombrer dans le pessimisme de Cowen, la solution est claire : mettre autant d’efforts dans la réduction du poids des réglementations et des taxes que nous en avons mis jusqu’à présent pour les alourdir.

Les Kayaktivists bloquent Shell à Seattle

Laurent Horvath 2000watts.org Lundi, 15 Juin 2015



A Seattle, USA, la fronde contre Shell continue. Des kayakers bloquent une plate-forme pétrolière géante destinée à exploiter du pétrole dans l'Arctique. Depuis plus d'un mois, les Kayaktivists s'activent pour le plus grand bonheur du maire de la ville qui condamne le comportement de Shell.

Ce matin, les kayaks ont formé un arc de cercle autour de la plateforme jaune et blanche que des remorqueurs se préparaient à tirer jusqu'à l'Arctique. La manifestations s'est déroulée sans violence.

Seattle un passage obligé pour Shell et l'Arctique

La manifestation faisait suite à l'autorisation donnée à Shell par le président Obama en mai pour forer dans l'Arctique sous la pression des milieux pétroliers. Les Kayakists s'opposent à ces forages en partie à cause des effets dévastateurs qu'aurait une fuite de pétrole sur la faune vulnérable de l'Arctique.



Shell avait suspendu en 2013 ses projets de forage dans la région suite à des problèmes récurrents sur deux plates-formes pétrolières et des coûts financiers énormes.

La plate-forme Shell, haute de 94 mètres et pesant 38'000 tonnes doit mettre le cap sur un secteur de l'Arctique, appelé mer des Tchouktches, pour y forer durant l'été.

Les kayakistivistes ont apporté des provisions dans l'espoir de tenir le plus longtemps possible, en dépit de plusieurs arrestations déjà opérées par la

police.

«Chaque minute où ils sont là-bas, est une autre minute donnée au président Obama pour reconsidérer» sa décision, a justifié Travis Nichols, en charge de l'Arctique pour Greenpeace.

Toujours utile: Comment filtrer et purifier de l'eau en pleine nature

17 juin, 2015

Posté par Benji sous Écologie, environnement et animaux, Médical et alimentation, Se préparer pour "après"

Toujours utile de savoir purifier son eau au cas où. Bien sur, obtenir une eau totalement pure s'avère difficile voire impossible, mais en obtenir un minimum consommable pour survivre en cas de besoin c'est toujours ça de gagné! Avis aux amateurs...



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Gi6IVv13b6M

N'oubliez pas que l'eau trouvée en pleine nature a tout de même un avantage indéniable, elle est vivante, vous avez donc la possibilité de la « charger » comme bon vous semble pour vous aider. Pour ceux qui ne connaîtraient pas encore ce sujet, à voir absolument, un reportage exceptionnel (et je pèse mes mots):

L'eau est l'élément le plus important de notre planète.

Plus des trois cinquièmes de la surface du globe terrestre sont recouverts d'eau, mais que savons-nous vraiment de cet élément ?

D'éminents scientifiques, écrivains et philosophes essaient de décoder le secret de l'eau. De nombreuses expériences révèlent de manière impressionnante que les influences de l'environnement laissent des traces marquantes dans l'eau : tout ce qui se passe autour de l'eau y est aussitôt enregistré. Tout ce qui entre en contact avec l'eau laisse une trace !

Nos ancêtres connaissaient-ils déjà ce secret, lorsqu'ils ont essayé de transformer, avec des récipients en argent, de l'eau ordinaire en eau qui guérit ?

Comment des émotions humaines influencent-elles durablement la structure de l'eau ?

L'eau aurait-elle une mémoire, comparable au disque dur d'un immense ordinateur, qui mémoriserait l'intégralité des données de la vie pour toujours ?

Ce documentaire extraordinaire donne la parole aux experts reconnus mondialement, qui présentent des aspects scientifiques aussi bien que spirituels. Parmi d'autres, le Dr. Masaru Emoto et le Prof. Dr. Kurt Wuthrich (Prix Nobel de chimie 2002) révèlent les découvertes étonnantes de leurs recherches sur un élément que nous connaissons tous, mais dont nous ne savons finalement pas grand-chose.